

TOUTES ET TOUS CONCERNÉ(ES)

La crise sanitaire a mis en exergue :

► **en tant que citoyenne et citoyen**

La catastrophique réalité des services publics et particulièrement celui de la santé sacrifiée sous l'autel de politiques successives de rigueur budgétaire.

Un accroissement global de la pauvreté et des injustices sociales, en premier lieu pour les populations précaires, les étudiants et les chômeurs.

► **en tant que fonctionnaire**

La mise en place de la loi transformation de la Fonction publique avec sa déclinaison directionnelle des lignes directrices de gestion, avec la possibilité de recours à des contractuels à la place de fonctionnaires, de développement du profilage sur actes de gestion des fonctionnaires, l'inexorable baisse des moyens.

► **en tant qu'agentes et agents de la DGFIP**

Les réformes Nouveau Réseau de Proximité (NRP) et « relocalisations » qui sont dans les faits des délocalisations, toutes les fusions et concentrations de structures, le développement outrancier de l'e-administration, les 30 000 postes supprimés depuis la création de la DGFIP.

Des charges de travail qui croissent avec entre autres le transfert des missions fiscales des Douanes vers la DGFIP (phase préparatoire à la création de l'agence du recouvrement et à l'éclatement des missions de la DGFIP) ainsi que la gestion du Fond national de solidarité, et probablement l'arrivée massive d'entreprises qui tomberont en liquidation judiciaire...

Malgré toutes les raisons qui justifient un changement de cap et d'orientations politiques et budgétaires, ce gouvernement entend poursuivre sa politique, coûte que coûte, et le second effet de la crise sanitaire s'inscrira probablement dans des politiques de rigueur dont nous connaissons d'ores et déjà les conséquences...

La CGT Finances Publiques appelle les personnels à se mettre en grève le 4 février et à participer massivement aux manifestations dans le cadre de l'appel interprofessionnel de la CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL dont la plate-forme est la défense de l'emploi et des services publics.

Le 4 février 2021, exigeons l'arrêt de ces politiques destructrices à plus d'un titre tant sur le plan personnel que professionnel.

Toutes et tous en grève et en manifestations, dans le respect des consignes sanitaires.

Rassemblement à Aurillac

Jeudi 04 février à 10H30 devant la Préfecture